



région **BOURGOGNE
FRANCHE-COMTÉ**

cerfa
N°
52127#01

NOTICE D'INFORMATION A L'ATTENTION DES BENEFICIAIRES POTENTIELS DE L'AIDE EN FAVEUR DE LA CONSOLIDATION, LA DIVERSIFICATION DE L'OFFRE EN HEBERGEMENTS, SERVICES TOURISTIQUES, ACTIVITES ECO-TOURISTIQUES DES TERRITOIRES RURAUX (TYPE D'OPERATIONS 6.4.2 DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL DE BOURGOGNE)

**Cette notice présente les principaux points de la réglementation et comporte des indications pour
renseigner le formulaire de demande d'aide**

Lisez-la avant de remplir le formulaire de demande d'aide n° 15611*01 à compléter.

**SI VOUS SOUHAITEZ D'AVANTAGE DE PRECISIONS, CONTACTEZ LA
DIRECTION DE L'EUROPE ET DU RAYONNEMENT INTERNATIONAL
17, BD DE LA TREMOUILLE – CS 23502 - 21035 DIJON CEDEX**

SOMMAIRE DE LA NOTICE

1- Présentation synthétique du dispositif	2
2- Indications pour remplir les rubriques du formulaire	6
3- Rappel de vos engagements	8
4 - Pièces justificatives des dépenses prévisionnelles à joindre au formulaire.....	9
5 - Informations complémentaires sur les pièces justificatives à joindre au formulaire	10
6 - La suite qui sera donnée à votre demande	10
7 - En cas de contrôle sur place.....	16
8 - Dispositions et sanctions applicables en cas d'anomalies	17

INFORMATIONS RELATIVES A LA PROGRAMMATION DES AIDES AU TITRE DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL REGIONAL DE BOURGOGNE

Le fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) de l'Union Européenne soutient les politiques de développement agricole et rural inscrites dans les Programmes de Développement Rural (PDR) régionaux, élaborés sur la base du règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil Européen du 17 décembre 2013.

En tant qu'autorité de gestion du FEADER pour la programmation 2014-2020, la région Bourgogne-Franche-Comté assure la mise en œuvre et la gestion du PDR de Bourgogne.

LE FORMULAIRE DE DEMANDE D'AIDE

Ce formulaire de demande d'aide constitue à lui seul votre demande de subvention dans le cadre du PDR de Bourgogne, pour le financeur Europe (FEADER).

Vous déposerez ce formulaire et ses annexes en un exemplaire original, auprès de la Direction de l'europe et du rayonnement international du conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté qui est le guichet unique service instructeur du dispositif d'aide.

Pour ce dispositif d'aide, les demandes d'aides peuvent être déposées au fil de l'eau.

Le formulaire de demande d'aide et les pièces justificatives qui l'accompagnent constituent le dossier de demande d'aide qui une fois complet devra apporter l'ensemble des éléments permettant d'analyser son éligibilité et d'effectuer son évaluation au regard des critères de sélection.

N'hésitez pas à demander au service instructeur les renseignements nécessaires pour vous permettre de remplir le formulaire qui correspond à votre projet.

1- Présentation synthétique du dispositif

Les modalités de description du dispositif sont définies dans la fiche du PDR du type d'opération et dans l'arrêté régional en vigueur qui en précise les dispositions concernant le FEADER.

1 Porteurs de projets éligibles

Les porteurs de projets éligibles sont :
- Micro-entreprises et petites entreprises
- Personnes physiques

Les SCI sont inéligibles.

En outre, le porteur de projet doit répondre aux conditions suivantes :

- ne pas être sous le coup d'une sanction suite à un refus de contrôle, à une non-conformité de leur demande, un non-respect de leurs engagements ou de fausses déclarations ;
- ne pas avoir sollicité l'aide d'un autre financeur communautaire que le FEADER dans le cadre de la présente demande ;
- ne pas avoir sollicité d'autres aides (publiques ou privées), ni mobiliser d'autres ressources que celles indiquées dans le plan de financement ;
- souscrire à des engagements sur des durées de cinq années et dix ans concernant les contrôles après le paiement final de l'aide européenne.

2 Types de projets financés et conditions d'éligibilité

Pour l'ensemble des projets, le projet devra respecter les conditions suivantes :

- Contenir une note sur la stratégie touristique du maître d'ouvrage. Cette dernière exposera a minima :
 - l'opportunité du projet,
 - le ciblage de la clientèle, les objectifs quantitatifs et qualitatifs fixés,
 - la politique d'accueil, l'approche développement durable mise en œuvre,
 - l'intégration du projet sur son territoire d'accueil.
- Un business-plan accompagnera la note détaillée.

Hébergements touristiques :

- Pour les établissements de type hôtel, camping et meublé, parc résidentiel de loisirs, bénéficier d'un classement Atout France;
- Pour les chambres d'hôtes, être déclarées en mairie.

Pour les projets de travaux de création, extension et rénovation :

- Hôtellerie-restauration :
 - atteindre une assiette éligible minimale de 200 000 € (TTC ou HT selon si le porteur de projet récupère la TVA);
 - les établissements hôteliers doivent être en gestion indépendante, chaînes volontaires comprises (en ce qui concerne l'hôtellerie, ce sont des hôteliers indépendants qui ont volontairement décidé d'adhérer à une marque),
 - lors du dépôt de la demande de subvention, les établissements fournissent une « attestation sur l'honneur » précisant qu'ils fourniront la preuve d'accès, après travaux, aux niveaux de performance énergétique exigés, si exigibles, par la réglementation en vigueur (BBC rénovation...). Au plus tard à la dernière demande de paiement, le porteur de projet s'engage à fournir cette preuve, ciblée lors de la demande d'aide. A défaut, l'intégralité de l'aide devra être reversée à l'autorité de gestion pour non-respect à l'un des critères d'admissibilités de l'aide FEADER.
- Campings :
 - atteindre une assiette éligible minimale de 120 000 € (TTC ou HT selon si le porteur de projet récupère la TVA).
 - Les campings de tourisme doivent être en gestion indépendante, chaînes volontaires comprises,
 - Les établissements devront disposer d'au moins 10% d'emplacements nus réservés pour l'accueil de tentes ou de caravanning,
 - Lors du dépôt de la demande de subvention, les établissements fournissent une « attestation sur l'honneur » précisant qu'ils fourniront, après travaux, la preuve d'obtention du label ciblé (ex. écolabel européen, clé verte, ...). Au plus tard à la dernière demande de paiement, le porteur de projet s'engage à fournir la preuve d'obtention du label ciblé lors de la demande d'aide. A défaut, l'intégralité de l'aide devra être reversée à l'autorité de gestion pour non-respect à l'un des critères d'admissibilités de l'aide FEADER.
- Autres hébergements :
 - atteindre une assiette éligible minimale de 120 000 € (TTC ou HT selon si le porteur de projet récupère la TVA).
 - Lors du dépôt de la demande de subvention, les établissements fournissent une « attestation sur l'honneur » précisant qu'ils fourniront, après travaux, la preuve d'obtention d'écolabel ciblé. Au plus tard à la dernière demande de paiement, le porteur de projet s'engage à fournir la preuve d'obtention du label ciblé lors de la demande d'aide. A défaut, l'intégralité de l'aide devra être reversée à l'autorité de gestion pour non-respect à l'un des critères d'admissibilités de l'aide FEADER.

Labellisation « accueil vélo » :

- Pour les projets visant à atteindre une labellisation « Accueil Vélo », l'assiette éligible minimale est de 30 000 € (TTC ou HT selon si le porteur de projet récupère la TVA);
- Investissements permettant de répondre aux critères de labellisation (ex : box sécurisés, stations de lavage, atelier petite réparation...)

Offre de services touristiques ou d'activités éco-touristiques

Pour les projets de services touristiques et activités touristiques, atteindre une assiette éligible minimale de 30 000 € (TTC ou HT selon si le porteur de projet récupère la TVA);

Equipements légers TIC

Pour les projets d'équipement légers TIC, atteindre une assiette éligible minimale de 40 000 € (TTC ou HT selon si le porteur de projet récupère la TVA).

Les projets (ADSL, haut débit mobile...) doivent permettre de répondre à des déficits d'accès au haut débit numérique (zones blanches ou à débit réduit < 2 Mbps) sur les zones touristiques.

Ils répondent à un besoin identifié à l'échelle des territoires de projet intercommunaux ou de groupements d'organismes professionnels du tourisme (offices de tourisme...). Ils permettent d'améliorer l'usage de contenus numériques, notamment pour les technologies mobiles (M tourisme), sur les zonages géographiques ciblés dans cette fiche action.

3 Eligibilité géographique

Les projets doivent se situer dans la zone rurale, comme définie à l'article 8.1.1 du Programme de Développement rural de Bourgogne.

Pour l'ensemble des projets, le projet devra respecter les conditions suivantes :

Si, sur le zonage des programmes interrégionaux (Plan Loire 2014-2020, Plan Rhône 2014-2020 et Plan Massif Central), une mesure mise en œuvre vise les mêmes objectifs que la sous mesure 6.4.2 du FEADER en Bourgogne, les projets seront aidés au titre des programmes interrégionaux et ce, jusqu'à épuisement des dotations interrégionales affectées.

Hébergements touristiques :

Les projets devront être situés sur l'un des périmètres géographiques suivants :

- au titre de l'itinérance touristique d'intérêt régional sur :
 - Les routes des vins et les territoires labellisés « Vignobles et Découverte » ;
 - Le réseau régional des itinéraires cyclables inscrits dans les stratégies de développement des véloroutes et voies vertes européennes (Euro Velo), nationales (SN3V) et régionales (SR3V dont le «Tour de Bourgogne à Vélo® »),
 - Le réseau régional des 1 000 km de voies navigables (canaux et rivières) et leurs réservoirs d'alimentation.
- au titre des espaces touristiques d'intérêt régional sur :
 - Le Parc naturel régional du Morvan et villes associées ;
 - Le périmètre du GIP du Parc National entre Champagne et Bourgogne ;
 - Le périmètre UNESCO des Climats de Bourgogne.
- au titre des sites emblématiques de la Bourgogne sur :
 - Le Grand Site de Solutré-Vergisson ;
 - Le périmètre de l'Opération Grand site de Vézelay ;
 - Les sites archéologiques de Bibracte, Vix et Alésia ;
 - L'abbaye de Cluny ;
 - Le Prieuré labellisé « espace de rencontre » de la Charité sur Loire ;
 - Le site de Guédelon.

Labellisation « accueil vélo » :

Seront soutenus uniquement les investissements dans des projets situés sur le réseau régional des itinéraires cyclables inscrits dans les stratégies de développement des véloroutes et voies vertes européennes (Euro Velo), nationales (SN3V) et régionales (SR3V dont le «Tour de Bourgogne à Vélo® »).

Par ailleurs, les projets devront être situés dans le fuseau des communes situées à moins de 5 km (en pédalant) d'un itinéraire cyclable du schéma régional des véloroutes et voies vertes.

Offre de services touristiques ou d'activités éco-touristiques

Seront soutenus uniquement les investissements dans des projets, ou en lien avec :

- un service touristique de type artisanal ou commercial (lieux propices à la création artistique, aux expositions, à la petite restauration...) et qui devront être situés :
 - sur le réseau des 1000 km de voies navigables et leurs réservoirs d'alimentation,
 - ou sur les routes des vins et les territoires labellisés « Vignobles et Découverte » pour les projets de diversification touristique des viticulteurs,
- ou une activité éco-touristique de type valorisation du patrimoine naturel ou architectural, développement d'activités de loisirs de pleine nature... et qui devront être situés sur l'un des périmètres géographiques suivants :
 - au titre de l'itinérance touristique d'intérêt régional sur :
 - o Les routes des vins et les territoires labellisés « Vignobles et Découverte » ;
 - o Le réseau régional des itinéraires cyclables inscrits dans les stratégies de développement des véloroutes et voies vertes européennes (Euro Velo), nationales (SN3V) et régionales (SR3V dont le «Tour de Bourgogne à Vélo® »),
 - o Le réseau régional des 1 000 km de voies navigables (canaux et rivières) et leurs réservoirs d'alimentation.
 - au titre des espaces touristiques d'intérêt régional sur :

- Le Parc naturel régional du Morvan et villes associées ;
- Le périmètre du GIP du Parc National entre Champagne et Bourgogne ;
- Le périmètre UNESCO des Climats de Bourgogne.
- au titre des sites emblématiques de la Bourgogne sur :
 - Le Grand Site de Solutré-Vergisson ;
 - Le périmètre de l'Opération Grand site de Vézelay ;
 - Les sites archéologiques de Bibracte, Vix et Alésia ;
 - L'abbaye de Cluny ;
 - Le Prieuré labellisé « espace de rencontre » de la Charité sur Loire ;
 - Le site de Guédelon.

Equipements légers TIC

Les projets devront être situés sur l'un des périmètres géographiques suivants :

- au titre de l'itinérance touristique d'intérêt régional sur :
 - Les routes des vins et les territoires labellisés « Vignobles et Découverte » ;
 - Le réseau régional des itinéraires cyclables inscrits dans les stratégies de développement des véloroutes et voies vertes européennes (Euro Velo), nationales (SN3V) et régionales (SR3V dont le «Tour de Bourgogne à Vélo® »),
 - Le réseau régional des 1 000 km de voies navigables (canaux et rivières) et leurs réservoirs d'alimentation.
- au titre des espaces touristiques d'intérêt régional sur :
 - Le Parc naturel régional du Morvan et villes associées ;
 - Le périmètre du GIP du Parc National entre Champagne et Bourgogne ;
 - Le périmètre UNESCO des Climats de Bourgogne.
- au titre des sites emblématiques de la Bourgogne sur :
 - Le Grand Site de Solutré-Vergisson ;
 - Le périmètre de l'Opération Grand site de Vézelay ;
 - Les sites archéologiques de Bibracte, Vix et Alésia ;
 - L'abbaye de Cluny ;
 - Le Prieuré labellisé « espace de rencontre » de la Charité sur Loire ;
 - Le site de Guédelon.

4 Eligibilité temporelle

ATTENTION

Vous n'êtes pas autorisé à commencer votre opération avant la date de réception de la demande d'aide préalable par le service instructeur qui vous délivrera un accusé de réception. Le commencement d'exécution est constitué par tout acte validant une décision liée à l'opération (dont tout acte juridique passé pour la réalisation du projet) ou tout début physique de l'opération. Tout acte d'engagement de dépenses (bon de commande, signature d'un devis, commande d'une prestation, premier versement quel qu'en soit le montant, notification de marché...) constitue un premier acte juridique et est considéré à ce titre comme un commencement d'opération.

L'achat de terrains et les préparatifs tels que l'obtention d'autorisations et la réalisation d'études de faisabilité ne sont pas considérés comme le début des travaux ou de l'activité.

ATTENTION

Tout début d'exécution de l'opération avant la date de réception de la demande d'aide par le service instructeur rend inéligible la totalité de l'opération.

Se reporter au point 6 – la suite qui sera donnée à votre demande.

5 Dépenses éligibles

En application des dispositions générales du FEADER, les dépenses sont éligibles si :

- elles respectent les dispositions du PDR et les conditions prévues dans l'arrêté régional ;
- elles sont directement et exclusivement liées à l'opération ;
- elles sont supportées et justifiées par le demandeur (bénéficiaire si une aide est attribuée) ;
- elles sont prévues dans l'acte juridique attributif de l'aide européenne ;
- elles sont acquittées durant la période d'éligibilité des dépenses retenue dans l'acte juridique attributif de l'aide européenne ;
- les réglementations européennes et nationales relatives à la commande publique, aux aides d'État et à l'environnement, applicables le cas échéant aux opérations et aux bénéficiaires, sont respectées ;
- elles sont postérieures à la date de dépôt du dossier de demande d'aide déposée au service instructeur.

5.1 Dépenses qui donneront lieu à une facturation

✓ Sont éligibles les dépenses ci-dessous qui donneront lieu à une facturation :

- Frais généraux (assistance à maîtrise d'ouvrage dans la limite de 15 % du montant des travaux éligibles pour les projets relatifs à l'hôtellerie restauration/offres de services touristiques ou d'activités éco-touristiques), coûts d'études d'analyse de besoins et de faisabilité pour les projets relatifs aux offres de services touristiques ou d'activités éco-touristiques)
- Achat d'équipements (uniquement pour les actions relatives aux hébergements touristiques et aux équipements légers TIC)
- Travaux

Cas spécifique de pro-ratisation des dépenses :

Des devis détaillés constituent la norme pour les dépenses ci-dessus. Toutefois, lorsqu'il n'est pas possible de procéder à ce type de devis (et par la suite de facturation), par exemple pour des travaux de rénovation sur une surface plus importante que la seule surface des locaux éligibles, un pro rata doit être établi, une clé de répartition basée sur des éléments justifiés peut être utilisée, accompagnée des justificatifs probants de la valeur nominale et de la valeur relative au projet, sous réserve de l'acceptation de la dépense par le service instructeur (ce type de dépense étant risqué en particulier du point de vue des contrôles). Cette clé de répartition sera vérifiée au moment de l'instruction de la demande d'aide, et si une aide est attribuée, inscrite dans la décision attributive de l'aide. Les valeurs de base et relative au projet seront vérifiées lors du contrôle administratif de la demande de paiement.

Dans tous les cas, le service instructeur pourra exiger que les devis soient refaits de manière à détailler précisément les dépenses éligibles pour lesquelles la demande d'aide est déposée.

Le pro rata ne peut être appliqué que sur la partie des travaux éligible. Dans le cas d'un bâtiment mixte dont une seule partie est éligible, aucun pro rata ne sera être appliqué sur les parties communes.

■ Est éligible la TVA pour les porteurs de projets qui ne récupèrent pas la TVA selon les conditions ci-dessous :

- ✗ Pour les maîtres d'ouvrage qui récupèrent la TVA : la TVA n'est pas éligible et les dépenses sont à déclarer HT ;
- ✓ Pour les maîtres d'ouvrages non assujettis ni partiellement, ni totalement à la TVA et qui ne récupèrent ni ne peuvent déduire ou compenser la TVA sur la totalité de l'opération (situation à justifier) : la TVA applicable est éligible et les dépenses sont à présenter TTC (inscrire les dépenses dans les deux colonnes dédiées : montant HT et montant de la TVA).

Remarque : dans le cas où la TVA n'est pas applicable, le prix net est à renseigner dans la colonne HT.

✗ Ne sont pas éligibles dans tous les cas les dépenses ci-dessous :

Pour l'ensemble des projets, les dépenses suivantes sont inéligibles :

- L'acquisition foncière
- Les frais liés aux dossiers de labellisation (expertise, frais de dossier, publication...)
- Les frais administratifs et financiers

Et d'une manière générale, toute dépense non citée dans la liste positive des dépenses éligibles.

Hébergements touristiques et labellisation accueil vélo :

- Les travaux de VRD (voiries et réseaux divers), de parking, de confortement de berges
- L'autoconstruction et la valorisation de main d'œuvre
- L'achat de petit matériel (mobilier, outillage)
- L'entretien et les travaux courants de voirie
- Les frais administratifs et financiers

Offre de services touristiques ou d'activités éco-touristiques

- Les travaux de VRD (voiries et réseaux divers), de parking,
- L'autoconstruction et la valorisation de main d'œuvre
- L'achat de matériel (ameublement, outillage)
- L'entretien et les travaux courants de voirie
- L'acquisition (hors prototype éco-innovant) et renouvellement de flotte de bateaux habitables destinés à la location
- Le confortement de berges en génie civil, la pose de palplanches

Equipements légers TIC

- Les investissements lourds d'infrastructures et réseaux TIC (antennes relais, fibre...) finançables au titre du FEDER

5.2 Plafonnement des dépenses éligibles

Le montant des dépenses éligibles pour les frais de maîtrise d'œuvre sont plafonnés à 15 % du montant des travaux éligibles. Les investissements (travaux et équipements) liés à la partie restauration (cuisine...) pourront représenter au plus 40% de l'assiette éligible (hébergement et restauration).

L'assiette retenue au titre du PDR sera plafonnée comme indiqué ci-dessous :

Pour les projets de services touristiques et activités éco-touristiques, l'assiette éligible retenue sera plafonnée à 350 000 euros.

6 Caractéristiques de l'aide

6.1 Taux d'aide publique au titre du PDR

Pour les modalités d'instruction et de sélection des demandes d'aides, se reporter à la partie 6 : « La suite qui sera donnée à votre demande ».

L'aide publique pour le projet se définit comme la somme des aides publiques « tous financeurs publics compris » et comprend en particulier :

- les financements publics nationaux (Etat, département, région, collectivités locales, budget des maîtres d'ouvrage publics (autofinancement)...),
- la contribution du FEADER qui représente **53 %** du montant de la dépense publique cofinancée. Il s'agit du taux de cofinancement (pour mobiliser une contrepartie de crédits européens de 0,53 €, un montant d'aide publique nationale de 0,47 € doit être attribué sur l'assiette éligible retenue au titre du PDR).

Le taux d'aide publique se définit comme indiqué ci-dessous :

$$\text{Taux d'aide publique} = \frac{\text{Ensemble des financeurs publics (dont FEADER)} \times 100}{\text{Dépenses éligibles retenues}}$$

Le taux d'aide publique fixe pour l'opération est de **40 %**.

Il est nécessaire que le taux d'aide publique fixe soit atteint pour que le dossier soit programmable.

Il est donc nécessaire que les financeurs nationaux apportent une aide sur l'assiette éligible retenue au titre du PDR suffisante pour que le taux d'aide publique fixe soit atteint (cela tient compte également du plafonnement FEADER).

En conséquence, pour que votre demande d'aide au titre du PDR puisse être programmée, un financement public national représentant au minimum 18,8 % sur l'assiette éligible retenue au PDR doit être obtenu pour votre projet.

2- Indications pour remplir les rubriques du formulaire

1 Données du demandeur

1.1 Identification du demandeur

Le N° SIRET est obligatoire.

Toutes les personnes morales immatriculées au registre du commerce et des sociétés, au répertoire des métiers, employeur de personnel salarié, soumis à des obligations fiscales ou bien bénéficiaires de transferts financiers publics disposent d'un n° SIRET.

Si vous ne connaissez pas votre n° SIRET : vous pouvez le retrouver sur des sites internet gratuits comme « infogreffe.fr ».

Si vous n'êtes pas immatriculé(e) : afin que votre demande d'aide puisse être considérée complète, veuillez-vous adresser à un Centre de Formalités des Entreprises (CFE) pour qu'un n° SIRET vous soit attribué. Vous pouvez aussi télécharger une lettre type de demande de création d'un SIRET sur le site internet gratuit « service-public.fr » et la transmettre directement à votre Direction Régionale de l'INSEE (dont les coordonnées sont disponibles sur le site « insee.fr »). Il vous est recommandé de faire ces démarches avant de déposer votre demande d'aide.

Il est possible de rechercher puis d'imprimer l'avis de situation correspondant à votre n° SIRET depuis le site du répertoire de l'INSEE (<https://avis-situation-sirene.insee.fr/>).

Le représentant légal d'une personne morale est un individu qui a les pouvoirs pour engager la responsabilité de la structure. Les pouvoirs publics, avant d'allouer une aide financière, doivent s'assurer que la personne physique qui signe la demande de subvention, a bien la capacité légale à engager la personne morale qu'elle représente.

Remarque : la délégation de signature est un acte juridique par lequel une autorité charge une autre autorité, qui lui est hiérarchiquement subordonnée, d'agir en son nom, dans un cas ou une série de cas déterminés. Une délégation de signature ne peut pas transférer l'ensemble des pouvoirs de l'autorité délégante au délégataire. L'acte portant délégation de signature doit donc préciser les attributions pour lesquelles cette délégation est accordée.

1.2 Coordonnées du demandeur

Il est important de pouvoir communiquer facilement avec vous (par exemple dans le cas de pièce manquante dans votre dossier) et par tous les moyens que vous jugez utiles.

1.3 Identification du responsable du projet

Les coordonnées du responsable technique du projet (réfèrent identifié au sein de votre structure) sont à compléter, afin de faciliter les échanges relatifs au montage du dossier, à son suivi, à sa gestion...

1.4 Coordonnées du compte bancaire

Cette rubrique est à compléter pour fournir au service instructeur les informations nécessaires au paiement de l'aide si une aide est attribuée.

2. Caractéristiques du projet

2.1 Description du projet

Les indications nécessaires figurent sur le formulaire. Toutes les rubriques doivent être complétées.

Concernant la description succincte du projet, vous devez, en quelques lignes, décrire le projet (contexte, objectifs, moyens dédiés) afin que le service instructeur puisse mieux le connaître. Cette description peut être relayée par tout document annexe (technique, publicitaire, commercial) plus détaillé de présentation de votre projet.

Concernant la localisation de l'opération, veuillez indiquer le lieu précis de l'investissement matériel. Le code INSEE, qui est nécessaire pour le suivi statistique, est accessible sur le site de l'INSEE (<http://www.insee.fr/fr/>).

Les informations de localisation sont obligatoires pour le service instructeur qui détermine l'éligibilité géographique du projet et pour l'autorité de gestion qui assure le suivi et l'évaluation du programme.

Concernant le calendrier prévisionnel du projet, vous indiquerez ici les dates que vous prévoyez pour le début et la fin du projet. La date de début du projet correspond au premier acte passé pour la réalisation de l'opération, et la date de fin du projet comme la date d'acquittement de la dernière dépense (décaissement effectif). Ces informations permettront au service instructeur, dans le cas où une aide est attribuée, à établir les dates encadrant les délais pour la réalisation du projet.

La répartition des dépenses par année calendaire est à renseigner pour les dates prévisionnelles de facturation dans l'année civile concernée.

2.2 Caractéristiques détaillées du projet

Les indications nécessaires figurent sur le formulaire. Toutes les rubriques doivent être complétées.

Les données renseignées doivent correspondre aux éléments figurant dans le dossier fourni pour pouvoir être validées par le service instructeur.

3 Dépenses prévisionnelles

L'ensemble des dépenses doivent être portées dans l'annexe financière du formulaire : Annexe 1 : Dépenses prévisionnelles. Il est nécessaire de s'y référer pour renseigner le récapitulatif des dépenses prévisionnelles. Les montants de celles-ci s'établissent sur la base de pièces justificatives qu'il vous est demandé de fournir (se reporter au récapitulatif des pièces justificatives à fournir en 4).

Vous reportez dans le tableau récapitulatif du formulaire les montants des dépenses calculés dans chacune des annexes et établirez ainsi le coût global du projet éligible (ne pas tenir compte des plafonds).

Le service instructeur appréciera le caractère raisonnable des coûts présentés et demandera le cas échéant des justifications complémentaires.

4 Recettes prévisionnelles générées par le projet

Les recettes nettes sont les entrées de trésorerie provenant directement des utilisateurs pour les biens ou services fournis par l'opération, telles que les redevances directement supportées par les utilisateurs pour l'utilisation de l'infrastructure, la vente ou la location de terrains ou de bâtiments, ou les paiements effectués en contrepartie de services, déduction faite des frais d'exploitation et des coûts de remplacement du matériel à faible durée de vie qui sont supportés au cours de la période correspondante. Les économies de frais d'exploitation générées par l'opération sont traitées comme des recettes nettes, à moins qu'elles ne soient compensées par une réduction de même valeur des subventions aux frais d'exploitation.

Si le coût total éligible de l'opération (avant plafonnement) est supérieur à 1 million d'Euros :

- les recettes nettes prévisionnelles devant être générées au cours de l'opération et après son achèvement seront déduites des dépenses éligibles pour calculer l'aide ;
- les recettes nettes effectivement générées au cours de la réalisation de l'opération devront être actualisées au plus tard au moment de la dernière demande de paiement pour tenir compte des recettes qui n'auraient pas été prises en compte lors de l'approbation de l'opération. Elles seront déduites des dépenses éligibles pour le paiement de l'aide.

Si le coût total éligible (avant plafonnement) de l'opération est inférieur à 1 million d'Euros ou dans le cas de l'application pour l'opération d'un régime d'aide de minimis :

- les recettes nettes générées au cours de l'opération et après son achèvement ne seront pas déduites des dépenses éligibles.

5 Plan de financement prévisionnel du projet

Vous indiquerez ici l'ensemble des contributeurs financiers à la réalisation de votre projet, publics et privés : financeurs et montants sollicités ou obtenus et date d'obtention le cas échéant. N'oubliez pas de joindre à votre dossier toute pièce probante qui atteste de l'obtention de la participation des financeurs. Dans le cas où les documents d'attribution de financement par les financeurs, tout particulièrement concernant les

aides publiques, ne seraient pas encore disponibles, il sera indispensable de fournir au dépôt de la demande d'aide le courrier d'intention attestant de leur participation et de leurs modalités d'intervention : assiette retenue, taux d'intervention, montants, ... (aucun engagement du FEADER ne pourra intervenir avant transmission de la décision juridique attributive de l'aide). Dans le cas où les documents probants ne seraient pas fournis, le service instructeur ne pourra pas instruire votre demande d'aide.

Le FEADER intervient en complément d'une aide publique : aides accordées par l'État, les collectivités territoriales, les établissements publics, groupements d'intérêt public et tout organisme public ou qualifié de droit public. Le taux de FEADER est de 53 % de la dépense publique cofinancée totale, ce qui signifie que 0,47 € de financement national mobilise 0,53 € de crédits du FEADER.

Vous indiquerez également le montant de l'autofinancement mobilisé sur le projet, **dans le respect de la réglementation applicable** (et en particulier du code général des collectivités territoriales le cas échéant) et des règles d'intervention des financeurs.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération doit être équilibré en dépenses et en ressources. Les ressources devront donc si nécessaire être pro-ratisées le cas échéant pour correspondre aux ressources affectées aux dépenses présentées.

6 Engagements

Les règlements européens imposent aux États-membres et aux autorités de gestion certaines obligations pour le paiement des aides de l'Union européenne. En conséquence, le porteur de projet bénéficiaire de l'aide attribuée partiellement ou en totalité doit s'engager, sauf renonciation expresse à cette aide, à respecter les obligations décrites qui seront reprises dans l'acte juridique attributif de l'aide européenne. Les obligations (engagements...) nécessaires doivent être souscrites.

7 Pièces justificatives

La liste des pièces à fournir au service instructeur figure dans le formulaire de demande. Vous devez veiller à fournir toutes les pièces correspondant à votre situation. Selon la nature du porteur de projet et la nature du projet, les pièces sont soit à fournir, soit déjà fournies au service instructeur. Certaines indications figurent ci-dessous (le service instructeur se tient à votre disposition pour de plus amples informations) :

1. Pour le RIB mentionnant le n° IBAN et le n° BIC de la banque : il n'est pas à produire si le compte bancaire est déjà connu du conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté. Dans le cas contraire (compte inconnu ou nouveau compte), vous devez fournir le RIB du compte sur lequel l'aide doit être versée (une copie du RIB lisible, non raturée, non surchargée est acceptée).
2. Un document attestant que le demandeur bénéficie d'une participation d'un financeur national (délibération d'une collectivité, arrêté attributif de la subvention, etc.) précisant notamment le montant de la subvention, le projet, les modalités d'intervention (assiette des dépenses et taux d'intervention).

L'absence d'une pièce nécessaire à l'instruction empêchera le service instructeur de donner suite à la demande.

Il est enfin indiqué que le service instructeur pourra être amené à demander toute pièce non listée dans l'imprimé qui s'avèrerait nécessaire à l'instruction.

3- Rappel de vos engagements

Si une aide est attribuée pour votre projet, pendant la durée d'engagement de cinq ans (engagement relatif à l'opération) et de 10 ans après le paiement final de l'aide (engagement relatif à la localisation du projet et aux contrôles susceptibles d'intervenir), vous serez soumis, dans le cadre d'un dispositif d'aide européenne, à des obligations réglementaires, qui sont fonction des caractéristiques, de la nature de l'opération et de la structure bénéficiaire.

En cas de cession de l'investissement / de changement de propriétaire de l'investissement en cours de réalisation de l'investissement ou pendant la durée des engagements, aucune aide ne sera versée et le reversement de la subvention déjà versée sera demandé majoré d'éventuelles pénalités.

Dans le cas d'une cession, il est impératif de contacter préalablement le service instructeur qui étudiera la possibilité pour le cessionnaire de reprendre à son compte les engagements pour le temps restant à courir et définira les modalités le cas échéant. Dans tous les cas, il ne pourra pas être ouvert de droit supplémentaire.

Pour rappel, les engagements portent en particulier sur les points ci-dessous :

- 1- Ne pas avoir commencé l'exécution de ce projet avant la date de dépôt de la demande d'aide au service instructeur (le commencement se détermine à compter du premier acte juridique qui lie le bénéficiaire de l'aide au fournisseur ou à l'entreprise : bon de commande, devis signé, premier virement quel qu'en soit le montant, engagement écrit...) ;**
- 2- Informer le service instructeur de toute modification de votre situation, de la raison sociale de votre structure, de votre projet ou de vos engagements ;**
- 3- Vous soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place prévus par la réglementation ;**
- 4- Ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits nationaux ou européens, en plus de ceux mentionnés dans le plan de financement du projet ;**

- 5- Détenir, conserver, fournir, pendant dix années, tout document ou justificatif se rapportant aux investissements réalisés et permettant de vérifier l'effectivité de vos engagements et de vos attestations sur l'honneur, et permettre / faciliter l'accès à la structure aux autorités compétentes chargées des contrôles pour l'ensemble des paiements sollicités pendant dix ans ;
- 6- Respecter les règles de pérennité de l'opération en ce qui concerne les investissements productifs et les infrastructures (état fonctionnel et usage identiques pendant une durée de 5 ans suivant le paiement final de l'aide) ;
- 7- Informer le service instructeur préalablement à toute modification du projet ou des engagements ;
- 8- Réaliser la publicité de la participation européenne lors de la mise en œuvre de l'opération conformément à l'annexe III du Rd(UE) n° 808/2014 et aux modalités qui seront précisées par l'autorité de gestion dans la décision juridique attributive de l'aide.

4 - Pièces justificatives des dépenses prévisionnelles à joindre au formulaire

Rappel

La signature du devis, bon de commande ou convention de sous-traitance par le demandeur valent commencement d'exécution du projet.

Rappel concernant le caractère raisonnable des montants présentés

L'ensemble des bénéficiaires, y compris les bénéficiaires soumis aux règles de la commande publique, d'une aide au titre du FEADER doit être en mesure de justifier le caractère raisonnable de la dépense engagée dès le 1^{er} euro. Le service instructeur a l'obligation réglementaire de procéder au contrôle administratif du caractère raisonnable des coûts qui sont présentés lors de la demande de soutien. Pour cela, vous devez transmettre au service instructeur les éléments probants. **Le service instructeur ne retiendra pas les dépenses pour lesquelles il n'est pas possible de vérifier le caractère raisonnable des coûts et dans ce cas l'investissement correspondant ne sera pas financé.**

(*) : En application des règles de l'article 62 du Règlement (UE) n° 1305/2013 et de l'article 48 du Règlement (UE) délégué n° 809/2014, les dépenses doivent présenter un coût qualifié de raisonnable pour être éligibles.

Les dépenses prévisionnelles indiquées dans l'annexe 1 du formulaire de demande d'aide doivent être justifiées. Dans tous les cas, la justification des coûts doit se baser sur des pièces justificatives en cours de validité.

Les pièces justificatives sont des devis explicites du point de vue de la TVA, récents (les dates de validité des devis doivent et en tout état de cause les dates d'émission des devis ne peuvent être antérieures à six mois par rapport à la date de dépôt de la demande d'aide), au nom de l'entreprise.

Dans tous les cas, il est nécessaire de fournir au moins un justificatif ci-dessus (devis) de la dépense prévisionnelle.

1 Dépenses non soumises aux règles de la commande publique

Au-delà de 2 000 € HT de dépense (*), le caractère raisonnable du coût s'établit par comparaison de plusieurs devis :

- **Pour toute dépense prévisionnelle (*) d'un montant supérieur à 2 000 € HT, veuillez fournir au minimum 2 devis pour la dépense concernée permettant de justifier du caractère raisonnable des coûts envisagés.** Dans l'hypothèse où l'offre / le devis ayant le prix le plus bas ne serait pas retenu, fournir une note expliquant le choix du ou des prestataires retenus (par exemple : argumentaire technique). Après examen, le service instructeur pourra retenir un coût raisonnable pour la dépense plafonné à partir du montant du prix le plus bas dans les limites d'une variation définie par l'autorité de gestion.
- **Pour toute dépense prévisionnelle (*) d'un montant supérieur à 90 000 € HT, veuillez fournir au minimum 3 devis pour la dépense concernée** permettant de justifier du caractère raisonnable des coûts envisagés. Dans l'hypothèse où l'offre / le devis ayant le prix le plus bas ne serait pas retenu, fournir une note expliquant le choix du ou des prestataires retenus (par exemple : argumentaire technique). Après examen, le service instructeur pourra retenir un coût raisonnable pour la dépense plafonné à partir du montant du prix le plus bas dans les limites d'une variation définie par l'autorité de gestion.

(*) : Les natures de dépense se raisonnent par devis d'investissement, d'équipement, de lot ou de prestation, avant toute forme de plafonnement ou de pro-ratisation

Dans tous les cas, si les justificatifs demandés pour déterminer le coût raisonnable ne sont pas fournis, la dépense est inéligible et ne sera pas retenue.

2 Taxe sur la valeur ajoutée

Par défaut, les dépenses et le plan de financement sont à présenter HT. Seuls les demandeurs qui ne récupèrent pas la TVA peuvent présenter la TVA. Si les dépenses sont présentées TTC, vous devez impérativement fournir l'attestation de non déductibilité de la TVA ou autre document probant, **dans tous les cas délivré par les services fiscaux compétents**.

En outre, les organismes éligibles au FCTVA doivent fournir une attestation de non compensation de la TVA via le FCTVA pour l'opération.

Si les pièces nécessaires à la justification de la TVA ne sont pas fournies le service instructeur retiendra les dépenses HT.

5 - Informations complémentaires sur les pièces justificatives à joindre au formulaire

- Justificatifs des dépenses prévisionnelles et du caractère raisonnable des coûts : vous reporter à la partie 4 de la présente notice.
- Annexe 1 : Obligatoire pour toute dépense présentée ;
- Annexe 2 : Obligatoire pour toute opération si le montant présenté est supérieur à 1 million d'Euros et que l'opération génère des recettes ;
- Annexe 3 : Obligatoire pour toute opération ;
- Annexe 4 : Obligatoire pour toute opération portée par une entreprise ;
- Annexe 5 : Déclaration de minimis

6 - La suite qui sera donnée à votre demande

ATTENTION

Le dépôt du dossier ne vaut, en aucun cas, engagement de l'attribution d'une aide.
Le cas échéant, vous recevrez ultérieurement la notification de l'aide.

Pour être éligible, toute opération doit avoir fait l'objet d'une demande de subvention préalable au début d'exécution du projet. La date de début d'éligibilité est la date de réception de la demande d'aide par le service instructeur. Tout commencement d'opération (y compris le premier acte juridique – par exemple devis signé ou bon de commande – passé entre le bénéficiaire et un prestataire ou fournisseur) avant le dépôt du dossier rend l'ensemble du projet inéligible.

1 Réception de votre demande d'aide

Pour que le service instructeur puisse délivrer l'accusé de réception, votre demande préalable devra comprendre le contenu minimum suivant :

- le nom et la taille de l'entreprise,
- la description du projet ou de l'activité, y compris ses dates prévisionnelles de début et de fin,
- la localisation du projet ou de l'activité,
- la liste des dépenses prévisionnelles,
- le type de subvention, et le montant du financement public nécessaire.

Ces éléments sont vérifiés dès lors que le formulaire de demande d'aide a été utilisé.

En outre, pour être recevable, votre demande d'aide doit comporter le formulaire de demande d'aide daté, cacheté et signé et complété.

Le service instructeur vous enverra un accusé de réception de votre demande d'aide, dans lequel la date de réception sera indiquée. Dans le cas où il n'est pas délivré un accusé de réception de la demande d'aide dans un délai de 2 mois, la demande d'aide est rejetée (conformément à la Loi n° 2013-1005 du 12 novembre 2013).

Par la suite, si votre dossier est incomplet, vous recevrez un courrier vous demandant des pièces justificatives manquantes. Dans ce cas, il vous appartiendra de compléter votre dossier afin que l'instruction du dossier puisse être faite, et si le dossier est éligible, qu'il soit présenté au comité de sélection.

2 Instruction de votre demande d'aide

Pour être instruit, le dossier de demande d'aide doit au préalable être **complet**. Le dossier sera reconnu complet dès lors que les conditions ci-dessous seront réunies :

- les rubriques du formulaire de demande d'aide (original à fournir dûment complété, daté, cacheté et signé) et les annexes auront été correctement renseignées par vos soins et les engagements souscrits ;
- toutes les pièces justificatives nécessaires sont présentes dans le dossier ;
- toutes les questions complémentaires posées par le service instructeur sont pourvues.

Un accusé de réception de dossier complet vous sera alors adressé et vous permettra d'intégrer la session de sélection en cours.

Le service instructeur rend un avis d'éligibilité sur la demande d'aide déposée.

Dans le cas où votre demande d'aide n'est pas éligible, vous recevrez un courrier vous indiquant que votre demande est rejetée, ainsi que les motifs de ce rejet.

ATTENTION

Le dépôt du dossier complet ne vaut, en aucun cas, promesse de subvention. Le cas échéant, vous recevrez ultérieurement la notification de l'aide.

3 Modalités de sélection des projets

En conformité avec les règles du FEADER, l'autorité de gestion met en place une procédure de sélection, afin de retenir pour le financement par le PDR les dossiers qui répondent le mieux aux priorités définies par l'autorité de gestion.

Dès lors que le dossier de demande d'aide est complet et que l'éligibilité de la demande est avérée, le dossier est présenté en comité de sélection et noté sur la base de critères de sélection qui permettent d'établir la qualité du projet au regard des priorités définies. Aussi, vous veillerez dans le dossier accompagnant la demande d'aide à bien identifier toutes les sources et les informations permettant au service instructeur de déterminer la notation du dossier. Les projets seront sélectionnés par application de la grille de sélection. La grille prévoit une note minimale pour accéder au soutien : **seuls les dossiers ayant obtenu au moins la note minimale pourront être financés.**

3.1 Les projets relatifs à la création, l'extension et la rénovation des hébergements touristiques

Les projets seront sélectionnés s'ils ont une note minimale de **25/50**, suivant la grille de notation suivante :

Critères de sélection	Notation	Note
1/Qualité et confort de l'hébergement	/13	
<i>Classement minimum 3 étoiles ou équivalent</i>	4	
<i>L'établissement dispose d'un label qualité</i>	3	
<i>L'établissement est labellisé Accueil Vélo</i>	3	
<i>L'établissement dispose d'un éco-label</i>	3	
2/Marketing et commercialisation	/10	
<i>L'établissement dispose d'une stratégie et d'un ciblage marketing</i>	2	
<i>L'hébergement est commercialisé sur Internet</i>	2	
<i>L'hébergement dispose d'un site Internet</i>	2	
<i>L'hébergement dispose d'un site Internet en 2 langues minimum</i>	2	
<i>Partenariats avec les institutions du tourisme (OT...)</i>	2	
3/Viabilité du projet	/10	
• Etude		
<i>Une étude de faisabilité économique a été réalisée</i>	2	
<i>Un prévisionnel comptable a été réalisé</i>	3	
• Création d'emploi		
<i>Le projet permet le maintien d'emploi</i>	2	
<i>Le projet permet la création d'emploi</i>	3	
4/Formation	/4	
<i>Le personnel et le gérant participent à des formations tourisme (programme de formation tourisme régional...)</i>	4	
5/Contribution à la mise en œuvre d'un tourisme durable	/7	
<i>Chantier vert</i>	1	
<i>Gestion responsable des déchets</i>	1	
<i>Gestion des énergies</i>	1	
<i>Formation, sensibilisation du personnel et de la clientèle à une gestion responsable</i>	1	
<i>Sensibilisation de la clientèle à la démarche de développement durable de l'établissement</i>	1	
<i>Utilisation de matériaux écologiques</i>	1	
<i>Niveau de performance énergétique supérieur aux obligations de la RT en vigueur</i>	1	
6/Facilitation à la mise en œuvre des démarches d'observation et d'évaluation	/6	
Données info-géographiques		
<i>Les coordonnées géodésiques (latitude / longitude / altitude) du lieu d'intervention sont transmises au format Lambert 93</i>	2	
Données économique et touristiques		
<i>L'établissement renseigne ou met à jour les données alimentant le système régional d'information touristique (base de données utilisée par les départements, office de tourisme, et la région pour assurer la promotion des établissements et des sites ainsi que l'observation économique des destinations touristiques de Bourgogne)</i>	3	
<i>L'établissement informe la commune et l'établissement intercommunal de coopération intercommunale (communauté de communes...) de son projet d'intervention</i>	1	
Total	/50	

3.2 Les investissements visant à atteindre une labellisation « Accueil vélo »

Les projets seront sélectionnés s'ils ont une minimale de **25/40**, suivant la grille de notation suivante :

Critères de sélection	Notation	Note
1/Critères généraux	/8	
<i>L'établissement est classé 2 étoiles ou équivalents</i>	3	
<i>L'hébergement se situe à moins de 5 km d'un itinéraire (à vol d'oiseau)</i>	2	
<i>L'hébergement dispose d'un site Internet</i>	1	
<i>L'hébergement dispose d'un site Internet en 2 langues minimum</i>	1	
<i>L'établissement renseigne les enquêtes des ADT et Bourgogne Tourisme pour l'observatoire touristique</i>	1	
2/Accueil	/5	
<i>L'hébergeur manifeste une attention particulière au touriste à vélo à son arrivée ou au retour de circuit (il pourra par exemple, lui offrir une boisson chaude ou froide à son arrivée – pack pour les campings)</i>	2	
<i>L'hébergeur doit mettre à disposition de son client la documentation existante pour son territoire, traduite dans les langues de sa clientèle (anglais, allemand, néerlandais...)</i>	2	
<i>L'hébergeur est en mesure d'informer sur les itinéraires à vélo</i>	1	
3/Services	/12	
<i>L'hébergeur informe le visiteur sur la météo par le canal de son choix (ex. : affichage, Internet, carte-memo, Météo France, journal, etc.)</i>	2	
<i>L'hébergeur assure le transfert de bagages ou à défaut est en relation avec un service extérieur de transfert de bagages</i>	1	
<i>L'hébergement donne la possibilité de réserver un hébergement ou taxi, etc. (gratuit ou payant)</i>	2	
<i>L'hébergeur met à disposition des touristes à vélos les équipements nécessaires afin qu'ils puissent réaliser le lavage et le séchage de leurs vêtements</i>	2	
<i>L'hébergeur met à disposition un parc de vélos à la location. A défaut d'en posséder, il doit être en mesure d'indiquer le point de location le plus proche</i>	1	
<i>Option : L'hébergeur met à disposition des touristes des accessoires vélo (casque homologué, remorque, antivol, panier, porte gourde, etc.) sur place</i> <i>A défaut d'en posséder, il doit être en mesure d'indiquer le point de location le plus proche (inférieur à 1 km) ou de faire livrer le matériel sur place</i>	1	
<i>Option : L'hébergeur propose une connexion Internet</i>	1	
<i>Option : L'hébergeur est en mesure d'aller dépanner ses clients en cas d'avarie survenue à proximité de l'hébergement (inférieur à 20 km) directement ou par l'intermédiaire d'un prestataire (réparateur, loueur, taxi)</i>	1	
<i>Option : L'hébergeur assure une animation sur place</i>	1	
4/Equipements	/9	
<i>L'hébergement dispose d'un abri sécurisé (soit au minimum un lieu couvert et fermé) sur place, ou à défaut à proximité immédiate (moins de 300 mètres) afin de pouvoir entreposer les vélos</i>	2	
<i>L'hébergeur doit pouvoir mettre à disposition du touriste à vélo un kit complet de réparation en cas de petite avarie (matériel pour crevaison, jeu de clés standard, lubrifiant, pompe à pied)</i>	2	
<i>L'hébergeur doit mettre à disposition des touristes à vélo un espace équipé ou au minimum un équipement spécifique (jet d'eau, brosse) pour le nettoyage des vélos</i>	2	
<i>Option : L'hébergeur dispose d'un espace commun de relaxation</i>	1	
<i>Option : L'hébergeur réserve un espace (emplacement ou garage – gratuit ou payant) pour le parking de longue durée des véhicules des touristes à vélo en itinérance</i>	1	
<i>Option : L'hébergement dispose d'un système de recharge des vélos à assistance électrique</i>	1	
5/Prestations de restauration	/6	
<i>L'hébergeur doit proposer aux touristes à vélo un petit déjeuner complet adapté à l'effort (pains variés et complets, céréales et muesli, fruits frais et secs, fromage, fromage blanc, œufs, confiture, miel, etc.)</i>	2	
<i>L'hébergeur offre la possibilité de se restaurer sur place ou à proximité (moins de 1km)</i>	2	
<i>Option : L'hébergeur offre la possibilité d'un panier repas pour le déjeuner</i>	1	
<i>Option : L'hébergeur offre la possibilité d'un panier repas pour le petit déjeuner</i>	1	
Total	/40	

3.3 Les projets d'offres de services touristiques ou d'activités éco-touristiques

Les projets seront sélectionnés s'ils ont une note minimale de **15/25**, suivant la grille de notation suivante :

Critères de sélection	Notation	Note
1/Cohérence avec les enjeux des territoires de projet (contrat de territoire ou contrat de développement touristique ou contrat de développement fluvestre...)	/8	
<i>Le projet répond pleinement à un déficit de service ou d'éco-activité identifié sur le territoire</i>	8	
<i>Le projet répond partiellement à un déficit de service ou d'éco-activité identifié sur le territoire</i>	6	
<i>Le projet est en cohérence avec une stratégie départementale</i>	3	
<i>Le projet est en cohérence avec une stratégie intercommunale ou locale</i>	2	
<i>Pas de cohérence avec des enjeux territoriaux identifiés</i>	0	
2/Qualité du projet au regard des enjeux de développement durable (éco-label, paysage, matériaux, personnes à mobilité réduite, éco-énergies éco, eaux pluviales...) puis maintien de l'approche environnementale dans l'exploitation, l'entretien et la maintenance des équipements	/8	
<i>Obtention d'un éco-label</i>	8	
<i>4 critères remplis parmi : intégration paysagère, valorisation des espaces naturels – faune, flore-</i>	6	

<i>environnants, éco-matériaux (matériaux recyclés ou recyclables, transport court, cycle de vie...), accès aux personnes à mobilité réduite, utilisation des énergies renouvelables, récupération des eaux pluviales, système d'économie de l'eau potable, tri des déchets, Maintien de l'approche environnementale dans l'exploitation, la maintenance et l'entretien des équipements</i>		
<i>3 critères remplis et maintien de l'approche environnementale dans l'exploitation, la maintenance et l'entretien des équipements</i>	4	4
<i>3 critères remplis</i>	3	
<i>2 critères remplis</i>	2	
<i>1 critère rempli</i>	1	
3/Diversité et polyvalence des services apportés en réponse aux attentes de clientèles	/3	
<i>Le service ou l'éco-activité apporte une réponse mutualisée aux attentes de clientèles itinérantes : plaisanciers, cyclo-touristes, randonneurs, camping-caristes...</i>	3	
4/Facilitation à la mise en œuvre des démarches d'observation et d'évaluation	/6	
• Données info-géographiques		
<i>Les coordonnées géodésiques (latitude / longitude / altitude) du lieu d'intervention sont transmises au format Lambert 93</i>	2	2
• Données économique et touristiques		
<i>L'établissement renseigne ou met à jour les données alimentant le système régional d'information touristique (base de données utilisée par les départements, office de tourisme, et la région pour assurer la promotion des établissements et des sites ainsi que l'observation économique des destinations touristiques de Bourgogne)</i>	3	
<i>L'établissement informe la commune et l'établissement intercommunal de coopération intercommunale (communauté de communes...) de son projet d'intervention</i>	1	1
Total	/25	

3.4 Les projets relatifs aux équipements légers TIC

Les projets seront sélectionnés s'ils ont une note minimale de **25/50**, suivant la grille de notation suivante :

Critères de sélection	Notation	Note
1 / Projet d'état des lieux - diagnostic	/10	
<i>Le projet ne fait pas état de la production d'un état des lieux-diagnostic</i>	0	
<i>Le projet fait état de la production d'un état des lieux-diagnostic mais il omet d'en traiter certains aspects</i>	3	
<i>Le projet fait état de la production d'un état des lieux-diagnostic et propose une analyse assez exhaustive</i>	5	
<i>Le projet fait état de la production d'un état des lieux-diagnostic et propose une analyse régionale et extra régionale assez exhaustive</i>	10	
2 / Mobilisation partenariale	/10	
<i>Il n'est pas fait état des moyens et acteurs que le porteur de projet souhaite mobiliser</i>	0	
<i>Le porteur de projet ne traite que des moyens de mobilisation d'acteurs ou que de la nature des acteurs qu'il souhaite mobiliser</i>	3	
<i>Le porteur de projet traite des moyens de mobilisation d'acteurs privés et de la typologie d'acteurs qu'il mobilisera</i>	5	
<i>Le porteur de projet traite des moyens de mobilisation d'acteurs, de la typologie d'acteurs qu'il mobilisera, propose d'associer un panel de partenaires publics et propose des indicateurs de résultat</i>	10	
3 / Animation / coordination	/15	
<i>Il n'est pas fait état des moyens et méthodes d'animation et de coordination mis en œuvre pour conduire le projet</i>	0	
<i>Il est fait état des moyens et méthodes d'animation et de coordination mis en œuvre pour conduire le projet mais de manière succincte</i>	5	
<i>Il est fait état des moyens et méthodes d'animation et de coordination mis en œuvre pour conduire le projet et proposé une méthodologie claire</i>	10	
<i>Il est fait état des moyens et méthodes d'animation et de coordination mis en œuvre pour conduire le projet, proposé une méthodologie claire et enrichie d'actes fondateurs, de moyens de confortement d'un réseau d'acteurs associant public et privé</i>	15	
4 / Production d'une stratégie / de programme d'action	/15	
<i>Le projet ne propose pas de présenter stratégie et programme d'actions</i>	0	
<i>Le projet propose de présenter stratégie et programme d'actions mais ne présente pas les moyens de traiter la thématique (calendrier, méthode...)</i>	5	
<i>Le projet propose de présenter stratégie et programme d'actions et présente les moyens qu'il envisage de mettre en œuvre pour traiter la thématique</i>	10	
<i>Le projet propose de présenter stratégie et programme d'actions, présente les moyens qu'il envisage de mettre en œuvre pour traiter la thématique. Il propose un calendrier précis de réalisations et s'attache à mettre en perspective ses travaux avec les travaux engagés dans le cadre du "contrat de destination Bourgogne" au titre de la continuité de services numériques</i>	15	
Total	/50	

Les dossiers sont ensuite présentés en comité régional de programmation, qui propose à la présidente du conseil régional de prendre la décision attribuant l'aide.

A l'issue du comité de programmation, vous recevrez soit une décision juridique attributive d'aide, soit une lettre vous indiquant que votre projet n'a pas été sélectionné et programmé.

4 Si une aide vous est attribuée : décision d'octroi

La décision d'attribution de l'aide du FEADER à votre projet est prise par la présidente de la Région Bourgogne-Franche-Comté.

Vos engagements en tant que bénéficiaire d'une aide du FEADER figurent dans le formulaire de demande d'aide et dans la décision juridique attributive de l'aide.

Le montant de la subvention qui peut être accordée est prévisionnel, le montant définitif de l'aide devant être calculé en fonction du montant des dépenses éligibles effectivement réalisées, plafonné au montant maximum prévisionnel.

5 Si une aide vous est attribuée : délais de réalisation de l'opération

Les délais de réalisation de l'opération seront précisés dans la décision attributive de l'aide. Vous devrez adresser au service instructeur la déclaration de commencement de l'opération après signature de la décision juridique de l'aide. Les opérations et leur date d'achèvement (date la plus tardive entre la date d'achèvement physique de l'opération et la date d'acquiescement des dernières dépenses) devront être conformes aux dispositions indiquées dans la décision attributive de l'aide.

6 Si une aide vous est attribuée : versement de la subvention

Pour obtenir le paiement de la subvention vous devrez adresser au service instructeur, dans des délais respectant les dates figurant dans la décision attributive, le formulaire de demande de paiement accompagné des pièces justificatives énumérées dans la notice jointe au formulaire de demande de paiement et les annexes.

Au titre de ce type d'opérations, il est possible de solliciter un paiement intermédiaire avant la dernière demande de paiement (qui est la demande de solde). L'acompte sera plafonné à 80 % du montant de l'aide décidée, et de l'aide à payer (dans le cas de la dernière demande de paiement). Dans tous les cas, le versement du solde ne pourra intervenir qu'après l'achèvement de l'opération et la visite sur place effectuée par le service instructeur (sauf en cas de dérogation pour l'opération).

Sous réserve de précisions complémentaires lors de l'engagement juridique de l'aide, la demande de paiement du bénéficiaire du FEADER devra obligatoirement comprendre :

- le formulaire de demande de paiement disponible auprès du service instructeur,
- toutes les pièces justificatives relatives aux dépenses supportées conformément aux dispositions indiquées dans la décision juridique :
 - Facture comportant tous les éléments attendus, accompagnée de la preuve de l'acquiescement :
 - facture datée, signée et cachetée par le fournisseur qui y indique la date et le moyen de l'acquiescement en y portant la mention « Acquiescée le : » (dans le cas d'un chèque, seule la date de l'endossement étant reportée, il sera indispensable de fournir également le relevé de compte correspondant)
 - OU relevés de comptes faisant apparaître le débit correspondant –
 - OU certification de l'état récapitulatif par l'agent comptable ou le commissaire aux comptes,
- les autres pièces justificatives listées dans le formulaire de demande de paiement, dont tout document (photographie des éléments) attestant de la réalisation de la publicité faite du soutien du FEADER et des autres financeurs le cas échéant, et les indicateurs de réalisation nécessaires à l'évaluation du PDR.

Le versement du FEADER a lieu systématiquement après le versement des aides des financeurs nationaux. Les financeurs nationaux attestent du paiement de leurs aides auprès du service instructeur qui établit le montant qui mobilise le cofinancement du FEADER. Lorsque l'autofinancement du maître d'ouvrage public ou qualifié de droit public est en contrepartie du FEADER, la certification du paiement des dépenses sur l'opération attestant du montant de l'autofinancement par l'agent comptable ou le commissaire aux comptes (pour une personne morale de droit privé qualifiée d'organisme de droit public) est obligatoire.

6.1 Points de vigilance pour les dépenses ayant donné lieu à une facturation

Une facture est obligatoire pour tout achat de produits ou toute prestation de service pour une activité professionnelle. Pour être recevable, toute facture comprend à minima les mentions obligatoires définies à l'article L.441-3, alinéas 3 et 4 du Code de commerce (dès lors que l'émetteur du document est soumis au Code de commerce, il devra comprendre ces éléments) :

- numéro de la facture ;
- date d'émission : en principe date de la réalisation de la vente ou de la prestation de services ;
- désignation du vendeur / fournisseur : les factures doivent indiquer le nom ou la raison sociale ainsi que l'adresse du vendeur ;
- désignation de l'acheteur / bénéficiaire ;
- désignation et quantités des produits ou services : ils doivent permettre au service instructeur de vérifier le rattachement de la dépense à l'opération ;
- prix unitaire HT des produits ou services : il s'agit du prix unitaire tel qu'il résulte du tarif du fournisseur ou du prestataire sans tenir compte des réductions accordées ;
- taux de la TVA (dans le cas d'une exonération de la TVA, la mention « TVA non applicable, art. 293B du Code général des Impôts » doit être précisée) ;

- présence des sommes dues : doivent figurer sur la facture par taux d'imposition, le montant total hors taxes, le montant de la TVA et le montant total TTC ;
- réductions de prix : rabais, remises, ristournes. Toute réduction de prix acquise à la date de la vente ou de la prestation de services doit figurer sur la facture. Cette obligation vise les réductions directement liées à l'opération de vente ou de prestation de services.

6.2 Point de vigilance relatif au caractère raisonnable des coûts

Au moment du paiement, le service instructeur s'assurera que l'investissement réalisé et présenté dans la demande de paiement est comparable (fonctionnalités et coût) à celui prévu dans la demande d'aide.

6.3 Point de vigilance relatif au respect des règles en matière de publicité

Principes généraux de la publicité

Toutes les actions d'information et de communication menées par le bénéficiaire témoignent du soutien octroyé par le FEADER à l'opération par l'apposition :

- a) **de l'emblème de l'Union** ;
- b) d'une mention faisant référence au soutien du FEADER : « **Fonds européen agricole pour le développement rural : L'Europe s'engage dans les zones rurales** ».
- c) **le logo de l'autorité de gestion** (conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté).

En outre, en fonction du montant de l'aide publique, de l'avancement de l'opération et de sa typologie, les règles communautaires définissent des supports précis pour la communication.

Les modèles des logos à utiliser seront disponibles dans le cadre du kit de publicité à l'attention des bénéficiaires du FEADER sur le site accessible à l'adresse suivante : <http://www.europe-bourgogne.eu>.

Les affiches, panneaux, plaques et sites web tels que définis ci-après comportent la description du projet/de l'opération et les caractéristiques techniques définies ci-dessus. Ces informations occupent au moins 25 % de l'affiche, du panneau, de la plaque ou du site web.

Application aux outils, matériels d'information et de communication du bénéficiaire

Les publications (brochures, dépliants, lettres d'information, par exemple) et les affiches concernant des mesures ou actions cofinancées par le Feader contiennent une indication claire, sur la page de titre, de la participation de l'Union, ainsi que l'emblème de l'Union, s'il est aussi fait usage d'un emblème national ou régional. Les publications comportent les références de l'organisme responsable du contenu de l'information, ainsi que de l'autorité de gestion désignée pour la mise en œuvre de l'intervention du FEADER et/ou nationale concernée.

Pour ce qui est des informations publiées par voie électronique (sites web, bases de données à l'usage des bénéficiaires potentiels) ou sous forme de matériel audiovisuel, les dispositions énoncées au premier alinéa s'appliquent par analogie.

Les sites web concernant le FEADER doivent :

- mentionner la contribution du Feader, au moins sur la page d'accueil ;
- comporter un hyperlien pointant vers le site web de la Commission relatif au FEADER.

Obligations d'application sur des supports définis réglementairement, selon l'avancement de l'opération et le montant du soutien public

- a) **pour les opérations pour lesquelles un lien peut être établi avec le site Internet** : celui-ci doit comporter une description succincte de l'opération, y compris de sa finalité et de ses résultats, et mettant en lumière le soutien financier apporté par l'Union ;
- b) **pour les opérations pour lesquelles le soutien public total est supérieur à 10 000 € et pour les opérations d'investissement pour lesquelles le soutien public total est compris entre 10 000 € et 50 000 €** : le bénéficiaire prévoit au moins une affiche présentant des informations sur l'opération (dimension minimale: A3), mettant en lumière le soutien financier apporté par l'Union, apposée en un lieu aisément visible par le public, tel que l'entrée d'un bâtiment, pendant la mise en œuvre de l'opération et jusqu'au paiement final de l'aide ;
- c) **pour les opérations d'investissement pour lesquelles le soutien public total est compris entre 50 000 € et 500 000 €** : le bénéficiaire appose une plaque explicative (taille minimale : A3) présentant des informations sur le projet, mettant en évidence le soutien financier obtenu de l'Union, pendant la mise en œuvre de l'opération et jusqu'au paiement final de l'aide ;
- d) **pour les opérations d'investissement pour lesquelles le soutien public total est supérieur à 500 000 €** :
 - le bénéficiaire appose un panneau temporaire de dimensions supérieures au format A3 présentant des informations sur le projet, mettant en évidence le soutien financier obtenu de l'Union, pendant la mise en œuvre de l'opération,
 - et au plus tard trois mois après l'achèvement de l'opération : le bénéficiaire appose une plaque ou un panneau permanent de dimensions supérieures au format A3, en un lieu aisément visible par le public, indiquant le nom et l'objectif principal de l'opération et mettant en évidence le soutien financier de l'Union.

Les photographies attestant de la mise en œuvre d'une publicité conforme devront impérativement être fournies au service instructeur pour la dernière demande de paiement.

7 Si une aide vous est attribuée : modification du projet

Il est rappelé que si vous souhaitez modifier votre projet, vous devez en informer le service instructeur par lettre recommandée avec accusé de réception. Si la modification est acceptée par le service instructeur, elle sera formalisée par un avenant.

8 Si une aide vous est attribuée : les différents types de contrôles

Votre dossier fait l'objet de vérification à différentes étapes :

- à l'engagement : l'éligibilité de votre dossier et l'exactitude des informations fournies dans le formulaire seront vérifiés par croisement de données.
- pour tout paiement de l'aide : le contrôle administratif établit la validité du service fait, dont l'éligibilité des dépenses présentées.
- au paiement du solde de l'aide : une visite sur place peut être réalisée avant la mise en paiement. A ce stade, le service instructeur vérifie la réalisation des investissements et la conformité des différents engagements et déclarations.
- avant paiement du solde et ensuite pendant la période d'engagement : le contrôle est réalisé sur un échantillonnage de dossiers par l'ASP.

9 Que deviennent les informations que vous avez transmises ?

L'ensemble des informations recueillies dans le formulaire de demande d'aide font l'objet d'un traitement informatique destiné à la gestion de votre dossier de demande d'aide. Les destinataires des données sont l'ASP, le Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, la région Bourgogne-Franche-Comté et les autres financeurs.

Conformément à la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel vous concernant.

Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, vous pouvez vous adresser à la direction l'europe et du rayonnement international du conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté.

7 - En cas de contrôle sur place

Tous les dossiers ne font pas l'objet d'un contrôle sur place. Si votre dossier est sélectionné, vous serez informé de la date du contrôle sur place au minimum 48 h avant.

En cas d'anomalie constatée, le service instructeur vous en informe et vous met en mesure de présenter vos observations.

ATTENTION

Le refus de contrôle, la non-conformité de votre demande ou le non-respect de vos engagements entraînent des sanctions.

1 Pièces qui peuvent être demandées lors d'un contrôle

D'une manière générale, vous devez présenter les originaux des documents transmis avec vos demandes de paiement. Il s'agit notamment des factures. Mais un contrôleur peut aussi vous demander tout type de document permettant de vérifier la réalité des dépenses présentées pour le paiement de l'aide et le respect de vos engagements. A ce titre, il peut demander la comptabilité, les relevés de comptes bancaires, des documents techniques relatifs à la réalisation de l'opération, les barèmes internes à la structure, etc.

Par conséquent, vous devez conserver l'ensemble des documents relatifs au projet pendant toute la période d'engagement fixée dans la décision juridique attributive de l'aide du FEADER.

A titre d'exemple et sans que cette liste revête un caractère exhaustif, lors des contrôles administratifs approfondis, les pièces suivantes peuvent être demandées :

- toutes les factures mentionnées sur les récapitulatifs ;
- les relevés de compte bancaire,
- le cas échéant, les documents relatifs aux procédures suivies et aux contrôles effectués lors de la réalisation de l'action,
- les modalités de publicité sur l'intervention du FEADER,
- les justificatifs permettant de vérifier l'effectivité de vos engagements et de vos attestations sur l'honneur.

2 Points de contrôle

Le contrôle sur place permet de vérifier :

- l'exactitude des renseignements fournis à l'administration,
- le respect des engagements souscrits,
- la réalité de la dépense que vous avez effectuée à partir de pièces justificatives probantes,
- la conformité de ces dépenses aux dispositions communautaires et nationales, à la décision juridique d'octroi de l'aide et à l'opération réellement exécutée,
- la cohérence des dépenses effectivement réalisées avec la décision juridique et les déclarations effectuées à travers la demande de paiement,
- le respect des règles communautaires et nationales relatives notamment aux règles de la commande publique et aux normes pertinentes applicables.

8 - Dispositions et sanctions applicables en cas d'anomalies

En cas d'anomalie constatée au cours de l'instruction de votre demande de paiement ou en contrôle sur place, une réduction de l'aide apportée pourra être pratiquée.

En cas d'irrégularité ou de non-respect des engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

1 Sanction relative aux dépenses inéligibles présentées dans la demande de paiement

Lorsque, dans votre demande de paiement, vous présentez comme éligibles des dépenses qui ne le sont pas, une sanction sera appliquée par le service instructeur.

En effet, le bénéficiaire encourt des sanctions si le montant des dépenses qu'il présente, lors de sa demande de paiement, aboutit à un montant d'aide excédant de plus de 10 % le montant d'aide arrêté par l'autorité administrative après vérification de l'éligibilité de la demande de paiement.

Par exemple, si l'aide calculée à partir des dépenses retenues par le service instructeur s'élève à 100 € alors que l'aide calculée sur la base de la déclaration de l'usager dans sa demande de paiement s'élève à 150 €, l'écart relevé par le service instructeur est de $(150 - 100) / 100 = 50 \%$. Dans ce cas, puisque le taux d'anomalie est supérieur à 10 %, l'aide versée sera alors de $100 - 50 = 50$ et non pas 100.

Cette disposition est également applicable, outre dans le cadre du contrôle administratif réalisé de la demande de paiement, dans le cas où le contrôle sur place détermine que des dépenses inéligibles avaient été incluses dans la demande de paiement.

Aucune sanction n'est cependant appliquée si vous pouvez démontrer, à la satisfaction du service instructeur, que vous n'êtes pas responsable de l'inclusion du montant non admissible, ou si le service instructeur arrive d'une autre manière à cette même conclusion.

2 Non-respect d'un critère d'éligibilité

Une décision de déchéance totale des droits à l'aide est prise et le reversement total de l'aide déjà perçue est exigé.

3 Non-respect de vos engagements ou de vos obligations

Une décision de déchéance totale ou partielle des droits à l'aide est prise et le reversement total ou partiel de l'aide déjà perçue est exigé. Le respect des engagements est applicable à la réglementation française mais également à la réglementation nationale en vigueur (dont la législation nationale applicable aux opérations). En outre, une sanction proportionnée à la gravité de la non-conformité constatée sera appliquée.

Le non-respect des engagements peut notamment entraîner des suites, dont les cas ci-dessous (liste non limitative) :

- ⇒ *en cas de refus de contrôle* : le bénéficiaire qui refuse de se soumettre à l'ensemble des contrôles prévus par la réglementation (contrôles administratifs ou contrôles sur place) est exclu du soutien de l'aide et doit procéder au reversement total des sommes déjà perçues.
- ⇒ *en cas de fausse déclaration* : s'il est établi qu'un bénéficiaire a délibérément effectué une fausse déclaration ou que le non-respect des engagements revêt un caractère intentionnel, les sanctions communautaires suivantes doivent s'appliquer :
 - ⇒ exclusion du soutien de l'aide en question pour l'ensemble du projet présenté et recouvrement de tout montant déjà versé pour cette opération,
 - ⇒ reversement intégral de l'aide,
 - ⇒ exclusion du bénéficiaire de l'aide au titre de la même mesure pour l'année calendaire concernée et la suivante.
- ⇒ *en cas de cumul d'aides interdit* (cumul d'aides européennes sur un même projet) : le reversement total de l'aide au titre du développement rural sera exigé.
- ⇒ *en cas de dépassement de taux d'aides publiques* (en raison de subventions nationales non déclarées par l'intéressé, d'un montant de subvention perçu globalement plus élevé que le montant de dépenses réalisées ou une sous-réalisation de l'opération), le bénéficiaire est tenu de reverser le montant du trop-perçu.
- ⇒ *en cas de début d'exécution du projet antérieur à la date de dépôt de la demande de subvention*, toute l'opération devient inéligible et le bénéficiaire est tenu de reverser le montant de la subvention (acompte ou solde) déjà perçu.
- ⇒ *en cas de non-respect du délai d'achèvement du projet* (y compris les éventuelles prorogations de délais accordées pour justes motifs), tel que fixé dans le cadre de la décision d'attribution de l'aide, les factures postérieures à la date d'achèvement des dépenses ne sont pas retenues dans l'assiette de calcul de l'aide et sont donc considérées comme inéligibles.
- ⇒ *en cas d'anomalies répétées*, le bénéficiaire s'expose à une exclusion des aides pour l'année calendaire et la suivante.
- ⇒ et en application de l'article 63 du règlement délégué(UE) 809/2014, en cas de constats de dépenses inéligibles lors des contrôles sur place: si des dépenses inéligibles sont constatées lors d'un contrôle sur place et si le montant des dépenses retenues comme éligibles au

paiement dépasse de plus de 10 % le montant des dépenses effectivement éligibles après contrôle, alors le reversement du trop-perçu correspondant aux dépenses inéligibles, majoré d'une pénalité égale au montant des dépenses inéligibles sera demandé.

En cas de fraude, de fausse déclaration délibérée (falsification de document, non déclaration délibérée...) ou de refus de se soumettre aux contrôles, les aides accordées pour l'année en cours et pour l'année suivante seront annulées, vous devrez donc reverser les aides perçues et vous serez sanctionné financièrement. Enfin, vous pourrez être poursuivi pénalement.

Lorsqu'un bénéficiaire n'est pas en mesure de respecter les engagements qu'il a souscrits et que le cas de force majeure (décès du bénéficiaire, incapacité professionnelle de longue durée du bénéficiaire) a été reconnu, les suites et/ou sanctions financières ne s'appliquent pas. Le bénéficiaire fait l'objet d'une déchéance de ses droits à l'aide mais lorsqu'un paiement est intervenu en sa faveur, aucun remboursement n'est exigé et aucune sanction ne sera prononcée.